

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BEYROUTH

N° 49 – du 1er décembre au 8 décembre 2022

ZOOM SUR :

LE SECTEUR DE L'EAU EN JORDANIE

La Jordanie est dans une situation de stress hydrique chronique. La quantité moyenne d'eau par an et par habitant s'élève à 97m³, bien en-deçà du seuil absolu de pénurie d'eau défini à 500 m³. Ce chiffre place la Jordanie au 2^{ème} rang des pays les plus pauvres en eau au monde. Plusieurs facteurs conduisent à cette situation, dont une offre d'eau particulièrement limitée à cause de ressources très faibles (peu de précipitations, sécheresse) et un partage de 20 % des eaux de surface avec des pays voisins qui ne donne pas pleine maîtrise de ces sources à la Jordanie. Cette offre ne permet pas de satisfaire une demande croissante, d'autant que le secteur agricole consomme plus de la moitié des ressources hydriques alors qu'il ne contribue que modestement à la création de valeur ajoutée (4 % du PIB). L'importante croissance démographique, tirée par l'accueil massif de réfugiés et une natalité dynamique, pèse aussi sur ces faibles ressources. Le résultat de cette demande largement supérieure à l'offre est un déficit d'eau, estimé par le FMI à 180 M m³/an.

La situation financière du secteur est préoccupante. Les recettes totales de vente d'eau de l'entité publique en charge de la gestion de l'eau, la Water Authority of Jordan (WAJ) et des trois sociétés de distribution ne représentent que 50 % de leurs dépenses. Le pays est marqué par des niveaux élevés de pertes physiques et commerciales (*non revenue water* - NRW) estimées à 50 %. Les tarifs appliqués sont aussi particulièrement faibles : pour chaque 1 JOD (1,4 USD), l'opérateur dépense 3 JOD (4,2 USD) pour extraire, traiter, pomper et fournir l'eau. Le déficit public du secteur attendrait 544 M USD, soit 1,2 % du PIB. Pour recouvrer les équilibres du secteur, une *feuille de route pour la soutenabilité financière* (FSR) du secteur de l'eau vient d'être approuvée par le gouvernement. Particulièrement attendue par la communauté des bailleurs, la FSR ambitionne notamment un recouvrement des coûts d'exploitation d'ici 2025. Le plan d'action inclut une réduction des NRW, une révision de la tarification de l'eau à la hausse, des mesures d'efficacité énergétique ainsi qu'une diminution des inefficiences associées au secteur agricole.

Le pays devra diversifier ses sources d'approvisionnement afin d'éviter une pénurie sévère. Le mégaprojet de dessalement d'eau « National Conveyor », qui devrait apporter 300 M m³ supplémentaire par an à partir de 2028 a été défini « priorité nationale » par les autorités jordaniennes. Le lancement du projet a toutefois été retardé, et son coût d'investissement revu à la hausse. La coopération régionale offre également des options supplémentaires. La Jordanie importe déjà 50 M m³ d'eau par an en provenance d'Israël dans le cadre des accords de paix, avec qui elle vient également de signer un accord « eau contre énergie » qui associe les Émirats Arabes Unis.

LE CHIFFRE À RETENIR

2^{ÈME} RANG MONDIAL

CLASSEMENT DE LA JORDANIE PARMIS
LES PAYS LES PLUS PAUVRES EN EAU

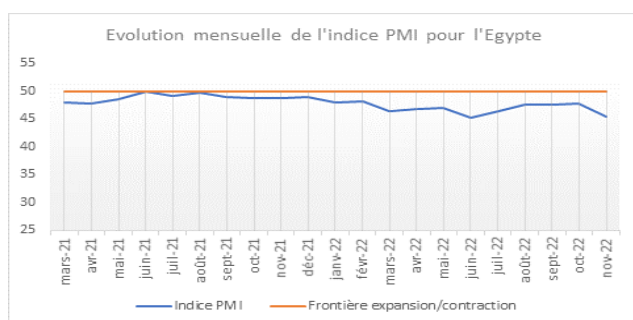
Service Économique d'Amman



ÉGYPTÉ

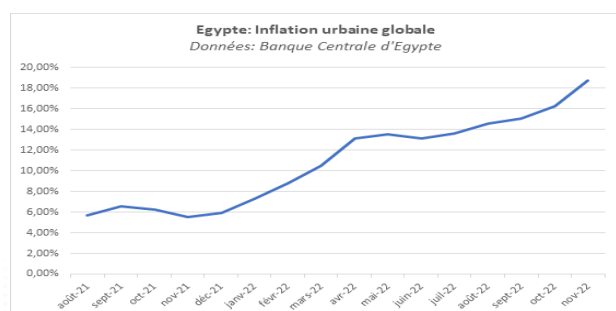
1. CONTRACTION DU PMI POUR LE 24^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF.

Le Purchasing Managers' Index (PMI), qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbures), s'affiche à 45,4 en novembre contre 47,7 en octobre. La contraction du secteur privé s'est accentuée en novembre, la dépréciation de la livre égyptienne (EGP) ayant renforcé les pressions inflationnistes. Le PMI s'inscrit ainsi durablement sous la barre des 50 séparant l'expansion de la contraction pour le 24^{ème} mois consécutif. Les entreprises ont notamment fait état de perturbations continues de l'approvisionnement dans le cadre des restrictions à l'importation, qui ont été exacerbées par la hausse des coûts des matières premières.



2. NOUVELLE ACCÉLÉRATION DE L'INFLATION.

Selon les données publiées par l'Agence Nationale des Statistiques (CAPMAS), l'inflation enregistre une hausse de 18,7 % en glissement annuel sur le mois de novembre contre 16,2 % sur le mois précédent. Elle atteint ainsi son niveau le plus élevé depuis décembre 2017. Les prix ont également augmenté de 2,5 % en glissement mensuel en novembre. Cette progression de l'inflation est à mettre en perspective avec la dépréciation de la monnaie locale de 24,8 % depuis le 27 octobre, date à laquelle la Banque Centrale a déclaré passer à un taux de change flexible. Les prix des denrées alimentaires ont quant à eux augmenté de 30,9 % en glissement annuel en novembre et de 4,8 % en glissement mensuel.



3. DÉCOUVERTE MAJEURE DE GAZ OFF-SHORE.

L'américain Chevron a découvert un champ de gaz en mer Méditerranée, d'une capacité estimée à 3,5 trilliards de pieds cubes, dans le bloc Narges, au large du Nord Sinai, bloc que Chevron détient à hauteur de 45% avec l'italien Eni (45%) et l'égyptien Tharwa Petroleum (10%). Pour rappel, suite à l'acquisition de Noble Energy en 2020, Chevron est un acteur majeur du gaz en méditerranée orientale et exploite désormais les champs gaziers Israéliens Tamar et Léviathan ainsi que le champ gazier chypriote Aphrodite.

4. NUMÉRIQUE : SIGNATURE DE PROTOCOLES ENTRE ITIDA ET 29 MULTINATIONALES.

L'Agence de développement de l'industrie des technologies de l'information (ITIDA) et 29 multinationales – dont six entreprises françaises (Atos, Capgemini, Expleo, MEAPAL, Valeo et Webhelp) ont signé des protocoles d'entente dans le cadre de la stratégie d'exportation de services numérique de l'Égypte pour 2022-2026. La cérémonie de signature s'est tenue le 30 novembre en présence du Premier ministre, M. Moustapha Madbouli et du ministre de la Communication et des Technologies de l'information, M. Amr Talaat. L'Égypte, qui fait de l'exportation de services un axe majeur de son développement économique, entend augmenter d'1 M USD par an ses recettes d'exportation numérique à l'horizon 2025 avec la création de 34 000 emplois.

IRAK

1. NOMINATIONS MINISTÉRIELLES

Le Parlement irakien a approuvé à l'unanimité le mardi 6 décembre l'attribution des deux derniers portefeuilles ministériels vacants depuis la formation du nouveau gouvernement le 27 octobre dernier. Le ministère de la Construction, du logement, des municipalités et des travaux publics est confié à Bangin Rekani (Parti démocratique kurde), tandis que le ministère de l'Environnement revient à Nizar Mohammed (Union patriotique kurde). Une des tâches principales de M. Rekani sera de résoudre la crise du logement en Irak, qui pâtit d'un manque de logement s'élevant à 3,5 millions d'unités de logement et qui compte près de 4000 bidonvilles ou logements inadéquats hébergeant 3 millions de personnes. Le ministre de l'Environnement, de son côté, devra faire face aux défis importants posés par le changement climatique (sécheresses, vagues de chaleur, tempêtes de sable et de poussière), lesquels ont été soulignés par le [rapport climat et développement de la Banque mondiale](#) paru le 9 novembre dernier. [L'Irak avait activement participé à la COP27](#) qui s'est achevée le 18 novembre.



2. CONTRAT DE 4 MDS\$ ENTRE L'IRAN ET L'IRAK.

À l'issue de la visite du Premier Ministre irakien, Mohammed Shia al-Soudani, en Iran, le 28 novembre, la signature d'un contrat de 4,2 Mds USD entre les deux pays a été confirmée du côté iranien par l'*Iranian Oil, Gas and Petrochemical Products Exporter's Association* (OPEX). Les détails de l'accord restent cependant flous – seuls « la fourniture d'un soutien technique dans le domaine de la fabrication, de la technologie et de l'expertise en ingénierie, en plus des services médicaux à la partie irakienne » étant mentionnés. L'objectif réel de l'accord serait de « compenser » les pertes économiques de l'Iran due à la baisse de volume du commerce bilatéral, hors électricité, avec l'Irak au cours des huit derniers mois, en raison du retard pris dans la formation du nouveau gouvernement.

3. MISSION DU FMI EN IRAK.

Le FMI s'est rendu à Bagdad les 7 et 8 décembre dans le cadre de ses consultations tenues au titre de l'article IV des Statuts du Fonds. [La déclaration finale du FMI](#) prend acte de la reprise économique irakienne (croissance de 8% prévue en 2022, croissance du secteur non-pétrolier de 3% en 2022, inflation relativement contenue), mais souligne les vulnérabilités latentes de l'Irak (dépendance aux hydrocarbures, faible mobilisation des ressources domestiques, coûts croissants du changement climatique). Le Fonds propose plusieurs priorités politiques ayant pour but de renforcer le cadre budgétaire irakien, mais également son économie dans son ensemble, et notamment la modernisation du système de gestion des finances publiques, la diversification des ressources domestiques, la réduction de la masse salariale publique, le renforcement du secteur électrique, la consolidation du secteur bancaire et une gouvernance plus robuste (notamment en matière de lutte anti-corruption).

4. EXPORTATION D'HYDROCARBURES.

La valeur des exportations de pétrole brut de l'Irak Fédéral (hors Kurdistan) a atteint 8,2 Mds USD en octobre avec en moyenne 3,3 millions de barils/jours exportés à 82,4 USD le baril. En cumulé, sur les onze premiers mois de l'année, la valeur des exportations de pétrole a ainsi atteint 107,9 Mds USD, contre 68,2 Mds USD sur la même période en 2021, grâce à un prix moyen du baril exporté de 97,5 USD contre 68 USD un an plus tôt. Leur volume moyen est passé de 3 Mb/j sur janvier-novembre 2021 à 3,3 Mb/j sur les onze premiers mois de l'année 2022 (+10%).

5. ANNONCE D'UN 2^{ÈME} SOMMET RÉGIONAL SUR L'IRAK À AMMAN LE 20 DÉCEMBRE 2022.

Le Ministre irakien des affaires étrangères, Fouad Hussein, en compagnie de ses homologues jordanien et égyptien, a annoncé le 7 décembre qu'une deuxième conférence

régionale, après celle qui s'est tenue à Bagdad en août 2021, devrait réunir ces trois pays, les pays du Golfe, la Turquie, l'Iran ainsi que la France (format dit « Bagdad ») à Amman le 20 décembre. Si la première édition de la conférence s'était concentrée sur le rôle et l'importance de l'Irak pour la sécurité et la stabilité de la région, l'événement devrait cette fois aborder les problématiques à caractère plus économique, telles que les biens publics mondiaux (sécurité alimentaire, énergie, eau, climat, santé), communes aux États participants

IRAN

1. LE PMI À SON NIVEAU LE PLUS BAS DEPUIS 15 MOIS.

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), le *Purchasing Managers' Index* a chuté à 47,39 points à la fin du mois d'Âban (-5,6% en g.m., -7,2% en g.a.), son plus bas niveau depuis 15 mois (hors période de Norouz). **L'ensemble des secteurs d'activité à l'exception de l'industrie seraient en repli.** Les sous-indices de la production (46,24 points, -10,4% en g.m.) et des nouvelles commandes (43,91 points, -6,6% en g.m.) connaîtraient les plus fortes baisses, tandis que celui du recrutement de main d'œuvre s'inscrirait en-deçà du seuil des cinquante points pour la première fois depuis un an. Le prix d'achat des matières premières et fournitures enregistrerait une forte hausse et reviendrait à son plus haut niveau depuis juin (78,5 points, +9,3% en g.m.). **Dans cet environnement, le rétablissement des stocks de matières premières (51,26 points, +10,8% en g.m.) semble être le symptôme d'une consommation atone plutôt qu'un signe avant-coureur de reprise.** Parmi les principales difficultés pointées par les directeurs d'achat, on peut citer les « problèmes sociaux » réduisant la consommation (métallurgie, industries chimiques) et accroissant les contrôles à la frontière avec l'Irak (machines et électroménager), les « perturbations d'accès à internet » engendrant une baisse des ventes et une perte de clients (cellulosiques et ameublement), la dépréciation de la monnaie, le besoin en fonds de roulement, mais aussi la préférence pour l'offre d'intrants étrangers déprimant les ventes (industries chimiques), ou le manque de main d'œuvre et le paiement des arriérés par des encaisses peu liquides (équipementiers automobiles).

2. EXPORTATIONS DE PÉTROLE – NOVEMBRE 2022.

D'après Tankertrackers.com, les exportations de pétrole au mois de novembre auraient été presque stables sur un mois, à **1,18 Mb/j**. **La Chine aurait représenté 95% des enlèvements avec 980 000 b/j de pétrole brut et 140 000 b/j de condensats.** Seul un VLCC de 1,8 Mb aurait été acheminé vers la Syrie sur la période, contre deux au mois d'octobre.



3. CONSOMMATION D'EAU DU SECTEUR AGRICOLE.

D'après l'enquête du Centre national des statistiques pour l'année 2021/2022, la consommation d'eau du secteur agricole dans les provinces du Khouzestân (16,9%), du Fars (9,7%), de Kermân (7,9%), du Khorasan Razavi (7,7%), d'Ispahan (5,8%) et du Mâzandarân (5%) aurait représenté 53% de la consommation totale du secteur. Ces cinq provinces abriteraient 42,2% de la production des grandes cultures et 34,6% de la valeur ajoutée du secteur.

4. NOMINATION D'UN NOUVEAU MINISTRE DES VOIES ET DE L'URBANISME.

Le Madjles a voté la confiance pour le poste de Ministre des Voies et de l'Urbanisme à Mehrdad Bazrpash, proposé par le Président Raïssi à la suite de la démission de Rostam Ghassemi pour raisons de santé. Âgé de 42 ans, diplômé de l'Université Sharif de technologie en génie industriel, titulaire d'un doctorat en gestion de la technologie à l'Université Allameh Tabataba'i, M. Bazrpash était jusqu'alors chef de la Cour des comptes. Auparavant, il a été directeur-général du groupe de développement économique Tadbir, holding de la Cellule pour l'exécution de l'ordre de l'Imam, et DG du constructeur automobile SAIPA.

ISRAËL

1. LE SHEKEL, DÉPENDANT DES PERFORMANCES DE LA BOURSE AMÉRICAINE.

Le shekel a abandonné ses gains récents de manière brutale le 6 décembre. C'est une évolution consécutive à la chute de Wall Street qui a poussé les investisseurs institutionnels israéliens à vendre des shekels pour couvrir leur position à l'étranger. Israël a une épargne importante depuis plusieurs années qui est investie essentiellement à l'étranger (surtout aux États-Unis) car son marché intérieur est trop étroit. Sauf accident boursier ou économique majeur, la banque Leumi prévoit que le taux de change shekel-dollar évoluera entre 3,40 ILS/USD et 3,60 ILS/USD au cours des 12 prochains mois

2. ACCORD AVEC LE MAROC DANS L'EXPLORATION D'HYDROCARBURES.

NewMed Energy et la société marocaine Adarco ont signé des accords pour des activités d'exploration et de production de pétrole et de gaz naturel dans le cadre du permis d'exploration Boujdour Atlantique au large des côtes marocaines. Elles détiendront chacune 37,5% des parts, l'Office national des hydrocarbures et des mines du gouvernement marocain conservant les 25% restants.

3. HAUSSE DU COUT DE L'ÉLECTRICITÉ.

Les prix de l'électricité vont augmenter pour la troisième fois en un an : +5,7% en janvier 2022, +8,6% en août 2022 et +8,2% en janvier 2023. Israël continue d'importer du charbon (de plus en plus cher) car la volonté du gouvernement sortant de supprimer cette énergie primaire en 2026 a été largement retardée malgré la présence de gisements gaziers importants. Le charbon assure environ 25% de sa production électrique du pays. Ces augmentations de prix entraînent dans leur sillage celles de l'eau qui est produite dans les usines de désalinisation.

4. HAUSSE DES EXPORTATIONS DE SERVICE.

Les exportations de services sur les trois premiers trimestres de 2022 ont augmenté de 25,2% par rapport à 2021 et s'établissent à 64,08 Mds\$. Cette croissance est due en partie aux augmentations des coûts des services de transport. Toutefois, la performance des services liés à la haute technologie mérite d'être soulignée (+13,8% sur les 9 premiers mois de l'année 2022 pour 35,13 Mds\$). Les exportations de services sont majoritaires dans la balance des transactions courantes israéliennes depuis deux ans.

JORDANIE

1. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE À FIN AOÛT 2022.

Selon le Ministère des Finances, les recettes totales ont atteint un montant de 5,5 Mds JOD (7,8 Mds USD) de janvier à août 2022, soit une augmentation de +0,3 % en glissement annuel. Les dons étrangers ont diminué de -77,5 % en glissement annuel et s'établissent à 125 M JOD (176 M USD). Du côté des dépenses, elles se sont élevées à 6,8 Mds JOD (9,6 Mds USD) lors des huit premiers mois de 2022, soit une augmentation de +9,8 % en glissement annuel. Ainsi, le déficit budgétaire connaît une augmentation de +84,9 % et s'élève à 1,3 Md JOD (1,8 Md USD) en prenant en compte les dons, soit -5,9 % du PIB contre -3,3 % lors de la même période en 2021. Le montant de la dette, hors dette détenue par le Fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF) fin août 2022, s'élève à 29,6 Mds JOD (41,7 Mds USD) soit 87,6 % du PIB, contre 88,6 % du PIB fin 2021.

2. BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2023.

Le Secrétaire Général du Ministère des Finances, Abdoul Hakim Shibli, a annoncé que le besoin de financement pour 2023 s'élèverait à 2,3 Mds JOD (3,2 Mds USD) résultant d'une prévision de déficit budgétaire de 1,9 Md JOD (2,7 Mds USD) ainsi que le financement du déficit de la WAJ (l'autorité de l'eau) estimé à 350 M JOD (493,5 M JOD). Il a également indiqué que le volume de la dette intérieure en obligations s'élevait à 6,7 Mds JOD (9,4 Mds



USD) dont 4,4 Mds JOD (6,2 Mds USD) arrivant à échéance l'année prochaine. Le gouvernement a l'intention d'emprunter 2,3 Mds JOD (3,2 Mds USD) dont 900 M JOD (1,3 Md USD) à l'étranger.

3. PLACE DU SECTEUR DE L'EAU DANS LE PLF 2023.

Le gouvernement vient de transmettre son projet de loi de finances 2023 au Parlement. Il prévoit 16,5 M JOD (23,3 M USD) pour les dépenses en capital du Ministère de l'Eau dont 10 M JOD (14,1 M USD) pour les projets qui ont pour objectif de réduire les pertes en eau (estimées à 50 % en Jordanie). Le ministère, avec le soutien de l'USAID, est actuellement en train d'actualiser sa « *National Water Loss Strategy 2022-2040* ». Initialement, l'objectif de la stratégie est de réduire les pertes en eau pour atteindre moins de 25 % en 2040. Les dépenses du ministère devraient également concerner un projet pour renforcer le rôle des femmes dans le secteur de l'eau de 10 000 JOD (14 100 USD) et un projet permettant de renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique en Jordanie en améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans le secteur agricole de 300 000 JOD (423 000 USD).

4. AMÉLIORATION DU JCSI AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022.

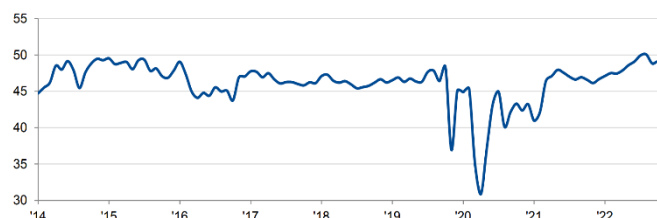
IPSOS réalise chaque trimestre une enquête, le Jordan Consumer Sentiment Index (JCSI), qui permet d'examiner les attitudes des consommateurs concernant la situation actuelle de l'économie, leur situation financière personnelle, leur confiance pour réaliser de gros investissements et leur capacité d'épargne. L'indicateur a progressé entre le deuxième et troisième trimestre de 2022, passant de 32,9 à 37,2. Les résultats de la dernière enquête montrent que les Jordaniens ne sont néanmoins ni optimistes sur l'état actuel de l'économie de leur pays, ni sur leur situation financière personnelle. Malgré l'amélioration de l'indicateur, l'inflation et le coût élevé de la vie sont la principale préoccupation des Jordaniens (57%) suivi par le chômage (57%), puis la pauvreté et les inégalités sociales (environ 38 %).

LIBAN

1. LE PMI REPASSE SOUS LA BARRE DES 50 APRÈS LA SAISON TOURISTIQUE.

Après avoir franchi en août 2022 le seuil des 50, indiquant une amélioration des conditions dans lesquelles évolue le secteur privé libanais, le *Purchasing Managers' Index* (PMI) s'est établi à 48,8 en septembre, 49,1 en octobre et 48,1 en novembre, dans le contexte d'une baisse des nouvelles commandes. Les attentes du secteur privé demeurent pessimistes, compte-tenu des incertitudes économiques et politiques. Le PMI pourrait toutefois se redresser en

décembre, dans le contexte de la saison touristique hivernale.



2. BAISSÉ DE 23% DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES SUR LES DIX PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 2022.

D'après le Ministère de Finances libanais, les transactions immobilières ont été ramenées de 82 946 sur les 10 premiers mois de 2021 à 63 819 sur les 10 premiers mois de 2022, soit une baisse de -23% en glissement annuel. Cette évolution s'inscrit dans le contexte de la détérioration continue de l'état de l'administration libanaise (grèves perlées, pannes informatiques). Dans le même temps, le montant moyen des transactions a progressé de 217 M LL à 260 M LL (+19,7%).

PALESTINE

1. 1^{ER} FORUM DES AFFAIRES UE-PALESTINE À RAMALLAH.

En marge du 1^{er} Forum des Affaires UE-Palestine, qui s'est tenu à Ramallah le 7 décembre, les institutions palestiniennes et européennes ont signé des accords de financement de 80 M€ : **30,5 M€** entre l'Autorité Palestinienne et l'UE pour « stimuler la croissance » en soutenant des projets du secteur privé ; **23 M€** entre l'Autorité Palestinienne, l'UE et la BERD (dont 20 M€ de portefeuilles de prêts et 3 M€ de garanties de prêts) ; **8 M€** entre l'AFD et la société palestinienne de microcrédit FATEN (ligne de crédit, en plus de 1,25 M€ de garanties de prêts) ; **10 M€** entre la Banque néerlandaise de développement et Vitas Palestine (programme des prêts et des services financiers) ; **9,9 M€** entre l'Agence italienne de coopération et le Fonds palestinien pour l'emploi (financement de startups, par l'intermédiaire d'institutions de prêt).

2. ÉTAT DES FINANCES PUBLIQUES.

Calculé « hors arriérés de paiement », le montant de la dette publique a été ramené de 3,81 Md USD à la fin du mois de juillet 2021 à 3,55 Md USD à la fin du mois d'octobre 2022. La dette domestique est passée de 2,48 Md USD à 2,27 Md USD et la dette extérieure a aussi diminué de 1,32 Md USD à 1,28 Md USD.



3. INDICE PMA - NOVEMBRE 2022.

L'indice PMA est passé de -14,7 pt (novembre 2021) à -1,8 pt (novembre 2022). En Cisjordanie, l'indice s'est établi à 0,8 pt en novembre 2022 contre -1,3 pt en novembre 2021, en raison de la stabilité de la plupart des sous-indices. L'indice de l'industrie s'est établi à 3,4 pt, l'indice du commerce à -2,6 pt, l'indice de l'agriculture à 2,2 pt et l'indice des transports et de l'entreposage à -0,4 pt. Dans la bande de Gaza, l'indice global est passé de -47,5 pt en novembre 2021 à -15,1 pt en novembre 2022, suite à la hausse de l'indice industriel à 1,8, de l'indice de l'agriculture -1,2, de l'indice de la construction à -2,9 et de l'indice du commerce à -8,0.

4. INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION.

L'Indice général des prix à la production (IPP) est passé de 97,74 sur les dix premiers mois de l'année 2021 à 105,08 sur les dix premiers mois de l'année 2022, soit une progression de 7,5%.

Parmi les secteurs d'activités dont les prix ont le plus augmenté : les activités agricoles et pêches (+11,6%), les activités de fournitures d'électricité et de gaz (+10,5%) et les activités de l'eau et d'assainissement (+8,2%).

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE DE BEYROUTH
RÉDACTEURS : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

POUR S'ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH